

50 nuances de censure : ces bien-pensants qu'il faut combattre sans relâche pour sauver la liberté d'expression (et la paix civile)



Pressions sur le CSA pour interdire Eric Zemmour d'antenne, actions d'étudiants contre des conférences à l'université, intimidation de profs et d'étudiants refusant d'adhérer aux thèses indigénistes ou d'extrême gauche... La liberté d'expression est menacée en France par les coups de butoirs d'une minorité militante.

Avec Anne-Sophie Chazaud

Avec Edouard Husson

Atlantico : EELV et le PCF exhortent le CSA à agir contre Eric Zemmour, et demandent ou bien des sanctions ou bien l'arrêt de la diffusion de son émission sur CNEWS. Quels sont les signes d'une exacerbation de ces phénomènes de pure et simple censure, que ce soit en France ou aux Etats-Unis ?

Anne-Sophie Chazaud : Il ne s'écoule désormais plus un jour sans qu'un phénomène de pressions plus ou moins discrètes, de menaces, de poursuites, de censure ne s'exerce aux yeux de tous à l'encontre de personnes participant au débat public. Les cibles sont tous ceux, célèbres ou anonymes, qui portent une parole remettant en cause les schémas idéologiques dominants depuis plusieurs décennies. Cette position de pouvoir idéologique et culturel exercé par ce que Jean-Pierre Le Goff a très bien décrit comme étant le « gauchisme culturel » -lequel s'est opéré au prix d'un abandon des causes de la gauche traditionnelle et du peuple, pour leur préférer le combat des minorités supposées opprimées-, se caractérise par sa profonde intolérance à toute forme de contradiction.

Cette inaptitude idéologique à tolérer le débat contradictoire s'est accrue avec les réseaux sociaux puisque des opinions jusqu'alors pas ou peu représentées dans les médias mainstream ont pu trouver à s'exprimer librement sans avoir à passer par les circuits habituels de légitimation, de contrôle mais aussi de propagande jusqu'alors en vigueur. Le sentiment fondé d'une perte de contrôle de la part des prescripteurs et fabricants traditionnels du citoyen et de l'opinion publique est une des raisons pour lesquelles les réactions de menaces et de censure se sont amplifiées (et qui d'ailleurs va de pair avec la volonté de mettre les réseaux sociaux en coupe réglée afin de tenter d'y entraver la parole libre).

Les modalités d'action du militantisme sociétal contemporain clairement importé des Etats-Unis contribuent quant à elles à hystériser l'espace public et l'espace de débat public. Dès lors que l'adhésion à ces postulats sociétaux est présentée comme l'incarnation naturelle du Bien, quiconque y dérogera sera non plus un adversaire ni un débatteur mais un ennemi à abattre et tous les moyens seront bons pour y parvenir. Ce rapport hystérique à l'opinion divergente s'articule en France avec la spécificité révolutionnaire et historique du « pas de liberté pour les ennemis de la liberté ».

L'épisode Zemmour tout comme la question du port du voile abondamment traitée de nouveau depuis quelques jours, quelle que soit l'opinion que l'on ait sur le fond des questions abordées, représentent bien l'ensemble de ces problématiques liberticides qui s'entrecroisent : pressions sur les annonceurs (la MAIF, Nutella ont par exemple lâchement cédé) via les *Social Justice Warriors* de l'organisation *Sleeping Giants*, lesquels revendiquent ouvertement et sans vergogne la censure comme moyen d'action, appels à manifestations (pour empêcher un homme de parler ?), recours à la justice, journalistes métamorphosés en procureurs, jihad des tribunaux, menaces de mort à l'encontre de Zineb El Rhazoui..., tout est bon pour tenter de rendre le débat impossible, au besoin par l'éradication des contradicteurs. Cette pression est évidemment d'autant plus choquante lorsqu'elle s'appuie sur les zéloteurs de l'islam politique et de ses signes visibles.

Edouard Husson : Au point de départ, il faut bien comprendre que la gauche ne croit pas au réel. Elle ne croit qu'aux mots. Les mots ne sont pas, pour un homme de gauche, des lampes destinées à éclairer le réel dans des controverses où chacun des protagonistes sait qu'il n'est qu'un homme et ne voit qu'une partie des choses. Ce sont des armes à fourbir pour tuer l'adversaire politique. Selon la gauche, être un bon citoyen implique de ne pas pouvoir supporter certains mots et de les pourchasser, les bannir.

Cela fait une trentaine d'années que l'on observe la montée du « politiquement correct » aux USA et les campus en ont été le champ de déploiement privilégié. Sur un campus de sciences sociales, on ne manie que des mots. On n'a pas la nécessité de confrontation au réel qui existe dans les sciences expérimentales. Les modes intellectuelles, l'idéologie du genre, les succédanés du marxisme ont littéralement phagocyté les départements de sciences sociales. Le plus grave, c'est que le politiquement correct, progressivement, se substitue au niveau académique. Des étudiants médiocres mais qui sont des graines de commissaires politiques y voient la possibilité d'obtenir leurs diplômes sans travailler. Un même effet de substitution se produit dans les corps académiques, où la mauvaise monnaie chasse la bonne.

L'université est un microcosme de ce qui se passe dans le reste de la société. C'est vrai en France comme aux Etats-Unis. Rappelez-vous la polémique contre Sylvain Gouguenheim, il y a quelques années, qui a démontré rigoureusement que l'Occident, grâce aux monastères, n'avait jamais perdu le fil de la familiarité avec l'Antiquité grecque, au Moyen-Age. Cela lui a valu une cabale monstre et indigne parce que la thèse établie, qu'il remettait en cause, était celle du retour de la culture grecque par l'Espagne musulmane lectrice d'Aristote. Toute la haine de soi de l'Occident et la volonté de beaucoup de demi-savants d'établir une infériorité de l'Occident par rapport aux autres cultures, à commencer par l'Islam, étaient annoncées par cette polémique. Dès 2009, un ouvrage collectif rangeait le livre de Gouguenheim dans la catégorie « islamophobie savante ». Ce qui arrive aujourd'hui à Eric Zemmour est un lointain écho de la polémique Gouguenheim.

Une conférence de la philosophe Sylviane Agacinski, qui devait avoir lieu à l'université Bordeaux-Montaigne a été annulée. En quoi est-ce révélateur plus généralement d'une intimidation du champ institutionnel, par exemple de l'université ?

Anne-Sophie Chazaud : L'intimidation du champ institutionnel est rendue d'autant plus facile que les institutions concernées ont été elles-mêmes porteuses de ces idéologies militantes, ce qui explique la pusillanimité de certaines universités par exemple lorsqu'elles sont confrontées à ce type de menaces. Les élèves ont en quelque sorte dépassé les maîtres et la créature ainsi engendrée est devenue folle. Il y a quelques semaines un étudiant de Sciences Politiques à Lyon faisait l'objet de menaces virulentes pour avoir dénoncé et décrit l'indigénisme ambiant dans sa faculté. Un certain nombre d'universités sont par ailleurs le théâtre de cette emprise indigéniste, intersectionnelle et autres aberrations post-coloniales sans qu'il y soit mis un terme quelconque ni même simplement opposé un discours d'autorité. Ainsi, cet été, une maîtresse de conférence de l'Université de Tours, Maboula Soumahoro, déclarait qu'« un homme blanc n'aura jamais raison contre une femme noire ou arabe ». Ces propos clairement racistes n'ont curieusement fait l'objet d'aucune indignation de la part des habitués militants antiracistes. Il faut croire que leur indignation pourtant si prompte et véhémement est manifestement à géométrie variable. Hier soir, nous avons appris qu'un séminaire sur la prévention de la radicalisation prévu à la Sorbonne et animé par Mohamed Sifaoui a été annulé en raison de la pression exercée par des étudiants. En janvier dernier, la pièce de théâtre *Les Suppliantes* d'Eschyle a été censurée dans la même université, la Sorbonne, par des militants étudiants et extérieurs, au motif absurde que les Danaïdes avaient, selon la tradition antique, le visage grimpé en noir. L'enseignant de philosophie Philippe Soual ayant soutenu la Manif pour Tous a été contraint, pour ce simple motif, de renoncer à ses cours d'agrégation, l'Université de Toulouse ayant courageusement cédé à la pression... Les exemples sont innombrables, et ceux-ci ne sont que la partie émergée d'un iceberg liberticide sévissant au quotidien et dont la forme la plus pernicieuse n'est même plus la censure mais l'autocensure. L'ironie du sort veut que Philippe Soual soit spécialiste de Hegel, ce qui permet d'évoquer au passage l'incapacité profonde de ces militants à s'impliquer dans une dynamique dialectique d'affrontement et de résolution des conflits. L'absence de résistance à la contrariété et à la contradiction de toute une génération d'enfants-ros n'est pas non plus étrangère à ce phénomène de décomposition intellectuelle et d'inaptitude au débat. La post-modernité, la post-histoire et la post-politique représentent ce moment d'affaïssement de l'intelligence collective où nous nous trouvons et auquel fort heureusement de nombreuses voix nouvelles proposent d'échapper. Mais de multiples institutions sont sinistrées au plan idéologique en raison notamment de certaines caractéristiques socio-culturelles de porosité avec l'activisme militant (culture, éducation, médias etc...). Les récents scandales liés à la campagne de pub pro-voile de la FCPE ou encore l'implication répétée de l'UNEF dans les pires dérives de cet activisme suffisent à illustrer l'ampleur des dégâts dans certains secteurs... La censure de Sylviane Agacinski n'est donc qu'un exemple dans la très longue liste des interdictions de parole qui frappent désormais le monde universitaire pour motif idéologique, au mépris de la liberté académique, alors même que cette sphère devrait être par définition la plus ouverte et libre possible.

Edouard Husson : Il faut savoir que lorsque les universités de Bordeaux ont fusionné il y a dix ans, Bordeaux-Montaigne n'a pas voulu en faire partie, pour cultiver sa différence, son refus d'une université « néo-libérale ». Comme si le politiquement correct n'était pas l'un des aboutissements les plus clairs du néolibéralisme ! Aujourd'hui beaucoup de grandes entreprises développement, sous le nom de « responsabilité sociale de l'entreprise » un politiquement correct qui est le cousin de celui des campus. Contrairement à ce

que croient beaucoup d'enseignants de Bordeaux III, ils sont à la pointe de la déconstruction de la société dont le capitalisme financier moderne n'est qu'une des facettes. Le fond des choses, c'est l'individualisme absolu: dans le cas de la « PMA pour toutes », il fait le lit de la GPA et de la marchandisation du corps. Dans une fac de gauche, on devrait avoir cela en horreur. Mais n'oublions jamais que la gauche, qui boit en partie au lait néfaste de la philosophie allemande du XIX^e siècle, pense que la destruction du monde ancien est le préalable à la lutte finale.

Sylviane Agacinski est une femme qui vient de la gauche. Mais cela ne compte pas pour l'extrême gauche qui l'a empêchée de participer au débat où elle avait été invitée. Elle est une renégate puisqu'elle ne sacrifie pas sur l'autel de l'individualisme absolu.

Protège-t-on assez ceux qui ont une voix qui n'est pas acceptée par certaines minorités agissantes? Est-ce aussi par là que la censure s'exerce ?

Edouard Husson : Non. On ne les protège pas assez. Au printemps dernier, on n'a pas entendu que la direction de Sciences Po ait sanctionné les étudiants qui avaient tenté d'empêcher une conférence d'Alain Finkielkraut. Encore pire à Bordeaux: la conférence n'a pas pu avoir lieu; au moins à Sciences Po on avait appelé la police pour rétablir l'ordre public. Un président d'université qui prend ses responsabilités devrait tout faire pour assurer une conférence, contre les censeurs.

Anne-Sophie Chazaud : Le niveau de protection peut se mesurer à différents niveaux. S'il s'agit par exemple de protection policière dans le cas de menaces de mort, on peut considérer que les victimes sont protégées. S'il s'agit en revanche d'affirmer dans un discours clair et par des mesures non équivoques un soutien aux personnes qui portent ce type de voix, la réponse est évidemment négative. Lorsque l'amuseur public Yassine Belattar, quittant son poste de conseiller banlieues auprès d'Emmanuel Macron (et dont on n'a jamais très bien compris du reste en quoi consistait ni sa compétence ni sa mission) se permet de menacer le ministre de l'Education en lui déconseillant d'aller se promener dans le 93, pour la simple raison que ce-dernier a prononcé une phrase pourtant très mesurée au sujet du voile islamique (dont il juge le port « non souhaitable »), on peut raisonnablement être inquiet quant à la dégradation de la situation. Pour toute réponse, le président de la République a d'ailleurs affirmé que ce sujet n'était « pas son affaire ». Comme protection symbolique, on fait mieux ! Par ailleurs, dans les cas d'appels à la censure et aux pressions avérées, la justice qui est garante des libertés, devrait systématiquement et autoritairement veiller à leur respect. Or, les tribunaux sont surtout encombrés de procédures activistes. L'ère des réseaux sociaux donne lieu enfin à de nombreux lynchages et signalements par ces minorités actives qui sont coutumières de la traque au délit d'opinion et agissent en meutes. A l'exception de plaintes individuelles (par exemple pour cyberharcèlement), ce qui est laissé à la libre appréciation de chacun, il existe peu de recours et ce n'est pas ce versant de l'opinion qui fait l'objet d'un soin attentif de la part des pouvoirs publics mais bien au contraire un verrouillage des expressions dissidentes (politiques, sociales, sociétales).

Quels sont les risques politiques si nous ne prenons pas la mesure de ces tentatives et si nous ne parvenons pas à endiguer le phénomène ?

Edouard Husson : L'extrême gauche est l'héritière des totalitarismes du XX^e siècle, tout comme la théocratie souhaitée par les islamistes, qui n'est guère que la version musulmane de la tentation totalitaire - pensons à l'Iran de Khomeini ou aux Talibans. S'ils arrivaient à leurs fins, le monstre matérialiste et le monstre théocratique finiraient par s'entredévorer. Mais entretemps la démocratie serait morte.

On répète à satiété la formule de Churchill sur la démocratie comme le moins mauvais des régimes politiques. Mais il faudrait aujourd'hui insister sur le fait que c'est le plus fragile. La démocratie est aujourd'hui menacée par l'individualisme absolu des élites, par le fascisme de l'extrême gauche et par l'islamisme.

Anne-Sophie Chazaud : La réponse convenue consisterait à répondre que le risque politique est celui de l'émergence d'une forme de populisme faisant fi des interdictions et des morales ambiantes, mais en la circonstance ceci peut apparaître à beaucoup comme une solution plutôt que comme un risque.

Le véritable danger politique est plus vraisemblablement celui de la complaisance voire de la collusion entre les exécutifs qui se succèdent au pouvoir et ces formes de militantisme actif ou du moins l'idéologie qui les anime. C'est du reste le pouvoir politique qui leur fournit régulièrement des lois liberticides sur lesquelles s'appuient ces militants pour tenter de faire régner la censure par les tribunaux lorsqu'ils n'y parviennent pas autrement. Le dernier exemple le plus frappant provient sans doute des termes et de l'esprit de la loi Avia contre les « contenus haineux sur Internet » : on se souvient qu'il aura fallu une bronca de l'opinion publique, grâce notamment aux réseaux sociaux (que l'on ne remerciera jamais assez) pour que la notion d'« islamophobie » présente dans l'exposé des motifs soit retirée des objets de « haine » à réprimer. Dans le cas contraire et sans la vigilance citoyenne, cela revenait tout simplement à réintroduire le délit de blasphème en France, puisqu'il est, jusqu'à plus ample informé, autorisé de critiquer voire de détester une religion, et de l'exprimer. L'arsenal législatif français concernant la liberté d'expression concocté patiemment par le législateur devrait du reste plutôt être considéré comme un ensemble de dispositifs visant à restreindre cette-dernière, sévèrement corsetée qu'elle est par plus de 400 textes.

Le véritable risque politique est donc celui d'un raidissement de plus en plus important de la censure. La loi *Fake news* n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un dispositif de plus pour tenter de reprendre le pouvoir de contrôle idéologique et politique sur la parole libre circulant notamment sur les réseaux sociaux et en particulier en période électorale.

Dans tous les cas (pseudo-haine, pseudo-fake news), il s'agira toujours de réprimer pénalement autant que faire se peut l'expression libre.

sociale et la censure économique.

Les formes de restriction de la liberté d'expression peuvent être plus pernicieuses : nous pensons par exemple au rire, et à l'intervention de Stéphane Guillon, couvert d'un voile. Comment combattre les ennemis de la liberté d'expression ?

Edouard Husson : Imaginons Stéphane Guillon en 1942, faisant un sketch pour tourner en dérision la germanophobie....

Anne-Sophie Chazaud : Le rire dans le cadre du commentaire d'actualité tire sa force du contournement qu'il opère par rapport au pouvoir, auquel il n'offre pas de prise et qu'il corrode. L'humour ne peut donc, par définition, et sauf à prendre le risque d'être mauvais, se caractériser par la défense des idéologies ou forces dominantes. Il faudrait par conséquent savoir si Stéphane Guillon se couvrirait d'un voile en ricanant idiotement pour évoquer par exemple le cas de Nasrin Sotoudeh ou de tant d'autres femmes iraniennes condamnées au fouet et à la prison pour avoir revendiqué leur liberté de ne plus le porter. Mais on doute que le courage soit au rendez-vous lorsqu'il en faut vraiment. On est Charlie, mais pas trop quand même, des fois que ce soit dangereux...

La question est extensible plus généralement au monde médiatique et culturel dont les partis pris sociétaux sont autant de gages de bon goût, de distinction -au sens bourdieusien- et surtout de conservation d'un pouvoir qui toutefois ne cesse de s'éroder (d'où son raidissement). Le combat que vous évoquez est donc avant tout culturel, au sens gramscien du terme.